

FONCTION PUBLIQUE BRUXELLES

DÉFI ACCUSE de "dépiauter" l'administration

 Le Gerfa dénonce la création par Didier Gosuin de l'ABAE, un "bidule politisé"

► Le Gerfa (groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative) monte au créneau : dans sa dernière étude, il pointe du doigt l'ABAE (Agence bruxelloise pour l'accompagnement de l'entreprise), dernier "bébé" de Didier Gosuin (Défi), ministre bruxellois de l'Économie. Pour Michel Legrand, président du Gerfa, cette nouvelle structure est le résultat "d'une opération coûteuse de dépiautage de l'administration bruxelloise à la sauce Défi", le tout "coiffé par un conseil d'administration hyperpolitisé".

Retour en arrière : ce 20 mai, le Parlement bruxellois autorise la création de l'ABAE, qui résulte d'une fusion entre les ASBL Impulse Brussels et Atrium avec le service Bruxelles Invest&Export (BI&E), qui fait partie du SPRB (service public régional de Bruxelles).

Il s'agit, selon Didier Gosuin, de rationaliser les instruments économiques avec une nouvelle structure d'aide aux entreprises. Des fonctionnaires statutaires bruxellois sont ainsi réunis avec des contractuels des deux ASBL, le tout dans une structure qui réunira quelque 240 employés. "Il s'agit en fait d'établir un nouveau sanctuaire pour les contractuels de deux ASBL très politisées qui en sont les vrais bénéficiaires", analyse Michel Legrand, président du Gerfa. "C'est une opération de politisation camouflée. La solution de Défi s'inscrit dans le démembrement organisé par les autres partis : en gros, au PS, un ministère, celui de l'Urbanisme, à l'Open VLD, un autre ministère, celui de la Fiscalité, à Défi, une société anonyme de droit public. Il n'est pas sain de créer une nouvelle structure, sauf si sa création est indispensable ou imposée par la loi. Mais cela ne paraît pas être le cas."

Le Gerfa s'interroge également sur la nécessité de créer une société anonyme de droit public.

LA CRÉATION d'un conseil d'administration hautement politisé pose particulièrement question. On y retrouve en effet des personnalités étiquetées politiquement, membres pour les uns de cabinets ministériels, d'intercommunales bruxelloises pour les autres. Ainsi, le CA se compose d'un président, Olivier Poulaert, (Défi), de Johan Basiliades (OpenVLD), Isabelle Grippa

(PS), Xavier Lepoivre (PS), Véronique Peters (CD&V), Didier Wauters (CDH) et Lydia Desloover, seule non étiquetée. Le président et vice-président du CA empocheront un jeton de présence raisonnable : 300 € brut maximum par séance (40 réunions maximum par an). Et 120 € maximum par séance pour un administrateur lors d'une réunion du CA (20 maximum par an) ou pour une réunion des organes de gestion (10 par an maximum).

POUR LE PRÉSIDENT du Gerfa, "le SPRB était sûrement mieux à même d'accomplir cette tâche, sans devoir la faire coiffer par une brochette d'apparatchiks".

"La seule manière de réaliser cette fusion, c'était de passer par une société anonyme de droit privé", assure quant à lui Didier Gosuin. "Car l'ABAE a aussi une activité lucrative, ce qui n'est pas le cas d'une administration. La même chose a été faite avec le Palais des Beaux-arts de Bruxelles. En fait, on a même simplifié les structures : on part de trois entités. Nous n'en avons plus qu'une désormais, et un seul conseil d'administration."

Adrien de Marneffe